



6COM-EUROPE

LETTRE BIMENSUELLE DE 6COM.BE SUR LES PROBLÉMATIQUES EUROPÉENNES

INSTITUTIONS EUROPEENNES

Le Parlement européen appelle la Commission à s'intéresser aux régions industrielles

Le Parlement européen demande des mesures d'aides complémentaires pour permettre aux anciennes régions industrialisées de trouver de nouvelles voies de développement et reconvertir les sites inoccupés. Il estime que l'élargissement de l'UE a eu pour effet que l'on s'intéresse moins aux anciennes régions industrialisées, qui ne disposent pas des possibilités d'investissement nécessaires pour mettre en place des stratégies de développement régional concrètes.

[Appel du parlement européen](#)

Retraites : les députés soutiennent une approche multi-piliers

Les eurodéputés appellent les Etats membres à introduire ou à maintenir des régimes de retraites diversifiées. Dans une résolution, le Parlement soutient une approche dite « multi-piliers » qui combine un système universel de retraite publique par répartition (1er pilier), des retraites professionnelles complémentaires par capitalisation (2eme pilier) ainsi qu'une retraite individuelle basée sur une épargne privée (3eme pilier). Il souligne en effet le risque d'un scénario économique marqué à long terme par une faible croissance et partage des lors le point de vue exprime par la Commission européenne dans son livre blanc de 2012 sur les retraites, selon lequel il conviendra de constituer des pensions professionnelles complémentaires par capitalisation, tout en accordant la priorité à la sauvegarde des pensions publiques universelles qui assurent au minimum un niveau de vie digne pour toutes les personnes âgées.

[Livre blanc sur les retraites](#)

[Position de la CES](#)

[Résolution du Parlement Européen](#)

Aveu de l'échec de la proposition législative sur le temps de travail

Après l'échec des négociations entre les interlocuteurs sociaux, la Commission européenne avait indiqué qu'elle lancerait une évaluation d'impact sur la révision de la directive après l'été. Les conclusions de cette étude, qui devrait durer six mois, seront par conséquent remises à la nouvelle Commission. Cette décision est un aveu d'échec pour l'équipe de Jose Manuel Barroso, qui tente depuis le début de son mandat de clarifier la législation existante. Pour rappel la directive fixait une série de prescriptions minimales sur la durée maximale hebdomadaire de travail, le repos journalier, le temps de pause, le repos hebdomadaire, les congés annuels et la durée du travail de nuit. En 2003, la Commission avait soumis aux législateurs une nouvelle proposition législative. Qui a été enterrée six ans plus tard. Les principaux blocages entre les deux institutions concernaient l'opt-out (que le Parlement voulait supprimer) et le temps de garde (que les eurodéputés voulaient voir assimiler à du temps de travail). Les interlocuteurs sociaux ont ensuite tenté de se saisir du dossier, mais sans succès : le 14 décembre 2012, ils reconnaissaient des divergences trop importantes entre syndicats et employeurs.

[Révision de la directive sur le temps de travail](#)

Révision de la législation européenne sur les marchés publics

Des eurodéputés socialistes et démocrates ont apporté leur soutien à la journée d'action organisée par les syndicats européens et belges à Bruxelles, pour la défense des droits des travailleurs dans la révision de la législation européenne sur les marchés publics. A cette occasion, Marc Tarabella, négociateur au Parlement européen de la législation sur les marchés, publics, Pier Antonio Panzeri, négociateur sur les concessions et Evelyne Gebhardt porte-parole du groupe S&D sur le marché intérieur ont réaffirmé que le groupe des socialistes et démocrates ne souscrirait pas à un accord qui ne respecterait pas les droits sociaux des travailleurs.

[Communiqué de presse du groupe S&D](#)

La Confédération européenne des syndicats (CES) estime qu'il faut en faire bien davantage en matière de lutte contre l'évasion fiscale

La Confédération européenne des syndicats (CES) se félicite du fait que la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales figurait en haut de l'ordre du jour du Sommet européen. Un échange automatique d'informations fiscales ne sera toutefois pas suffisant pour enrayer la perte de 1 trillion d'euros par an. En matière d'énergie, la CES regrette que les dirigeants européens ne soient pas parvenus à définir un cadre garantissant la compétitivité à long terme de l'Europe. Selon la CES, il s'agit d'un pas en avant quoiqu'aucune mesure concrète n'ait été prise pour s'attaquer à la fraude et à l'évasion fiscale en Europe.

[Position de la CES](#)

La fédération européenne des travailleurs du transport ETF se dit préoccupé par la proposition de libéralisation des services portuaires

Suite à la présentation, par la Commission européenne, de la proposition de libéralisation des services portuaires, les syndicats européens ont réagi. S'ils sont satisfaits que les propositions ne touchent pas à la manutention du fret et à l'organisation du travail portuaires, ils se disent aussi « extrêmement inquiets des conséquences que les propositions pourraient avoir sur les travailleurs employés dans les services technico-nautiques, en particulier le pilotage, le remorquage et l'amarrage ». Le pilotage (l'aide apportée par un pilote lié au port aux capitaines de navires à l'entrée et la sortie des ports), le remorquage (une aide au navire par des) et l'amarrage (les opérations pour relier le navire au quai) sont trois des services que la Commission propose d'ouvrir à la concurrence dans les ports européens.

[Communiqué de presse de l'ETF](#)

Stress au travail : 72% des Européens mettent en cause insécurité de l'emploi et restructurations

Selon une enquête de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA), la moitié environ des travailleurs européens (51 %) estime que le stress lié au travail est courant sur leur lieu de travail, voire très courant, pour 16 % d'entre eux. Il y a cependant des disparités entre pays. L'Europe du Nord, avec le Danemark, la Finlande, les pays baltes, est un peu moins stressée alors que les salariés de Chypre et de Grèce atteignent des scores très élevés.

[Enquête de l'OSHA](#)

Le chômage des jeunes dans les économies développées et l'Union européenne

Le rapport du BIT « Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013 », fait état du chômage des jeunes dans les économies développées et l'Union européenne, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Dans ces trois régions, les taux de chômage des jeunes ont continué de grimper depuis 2008. La hausse du chômage des jeunes a atteint 24,9 pour cent dans les économies développées et l'Union européenne entre 2008 et 2012, et le taux de chômage des jeunes s'élevait à 18,1 pour cent en 2012, un niveau qui est resté constant pendant une décennie. Selon les projections actuelles, le taux de chômage des jeunes dans les économies développées et l'Union européenne ne redescendra pas au-dessous de 17 pour cent avant 2016.

[Le rapport du BIT](#)